

L'Empire américain s'effondre PLUS VITE |

Amb. Chas Freeman

La guerre par procuration en Ukraine et la guerre d'agression contre l'Iran ne se déroulent pas comme elles le devraient, et l'establishment de Washington est en état de panique. L'ambassadeur Chas Freeman — ancien ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite et ancien sous-secrétaire à la Défense — ne pense pas que ces erreurs fassent partie d'une stratégie plus vaste visant à affaiblir la Chine, mais qu'elles soient le résultat de nombreux échecs individuels. La puissance américaine est, en réalité, en recul, tandis que les guerres, les sanctions et les arsenaux épuisés révèlent les limites de sa domination. Il examine l'Iran, le Yémen, l'autonomie croissante de l'Arabie saoudite et les gains de la Chine issus de la crise énergétique. Avec Pascal Lottaz, il aborde l'érosion du soutien à Israël, le débat sur la neutralité de la Suisse et les échecs de l'OTAN. Leur conversation explore la possibilité que la sécurité coopérative, les partenariats régionaux et une plus grande liberté pour les puissances moyennes puissent remplacer la confrontation, en tirant des leçons de l'ASEAN et en envisageant les perspectives de la diplomatie dans un monde en mutation. Liens de Chas : Substack de Chas Freeman : <https://chasfreeman.substack.com> Livres et publications : <https://chasfreeman.net/books-and-publications/> Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenir Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatages 00:00 L'Iran, le Yémen et l'élargissement de la crise régionale 09:00 L'Amérique en retrait : coûts militaires et économiques 16:01 Les gains de la Chine et l'autonomie de l'Arabie saoudite 23:44 L'érosion du soutien à Israël 29:25 Le débat sur la neutralité de la Suisse 34:04 La neutralité peut-elle remplacer la confrontation ? 38:15 L'échec de l'OTAN et l'avenir de l'Ukraine 42:42 Un monde en mutation : l'ASEAN et la coopération

#Pascal

Bienvenue à tous. Aujourd'hui, dans Neutrality Studies, nous faisons le point avec l'ambassadeur Chas Freeman, toujours aussi brillant. Chas, bienvenue de nouveau.

#Chas Freeman

Merci. Je suis ravi d'être de retour, Matt. Ça fait un bon moment.

#Pascal

Cela fait un moment, et je voulais vraiment vous demander un peu votre avis sur la direction que prennent les grands conflits internationaux auxquels nous assistons. D'un côté, si l'on commence par l'Iran, nous avons maintenant une sorte de phase factice dans cette guerre, où il y a très peu de

missiles, voire pas de missiles du tout, qui sont tirés. Même s'il y a des attaques contre certains pétroliers qui tentent de passer. Et au Yémen, nous avons Ansar Allah, qui progresse considérablement. Alors, comment évaluez-vous la situation en Asie occidentale en ce moment ?

#Chas Freeman

Eh bien, je pense que la situation entre l'Arabie saoudite et le Yémen est très grave. Elle s'aggrave. Mais je pense que c'est le produit de leur relation. C'est sui generis. Ce n'est pas à l'instigation de l'Iran. Cela est déconnecté de l'offensive israélo-américaine plus large contre l'Iran, et des réactions iraniennes à cette offensive. Je suis sûr que les Iraniens se réjouissent du blocus imposé par Ansar Allah aux navires saoudiens. Car c'est tout ce dont il s'agit. Ce n'est pas un blocus général. C'est simplement un blocus des navires appartenant à l'Arabie saoudite, à destination de l'Arabie saoudite, ou en provenance de l'Arabie saoudite, qui traversent le détroit de Bab el-Mandeb. C'est une situation dangereuse. Elle entraîne d'autres acteurs. Selon certaines informations, les Saoudiens auraient demandé à la Syrie de fournir des mercenaires pour combattre au Yémen. De toute évidence, l'entente entre le Pakistan, l'Arabie saoudite et la Turquie... ce n'est pas une alliance, même si elle en porte le nom.

Ce n'est pas un engagement inconditionnel d'assistance mutuelle. C'est un engagement conditionnel de coopération et de consultation. Mais il a été activé. Et, en substance, les Turcs et les Pakistanais comblent les besoins de défense saoudiens dans le royaume, pendant que les Saoudiens intensifient leurs opérations contre Ansar Allah au Yémen. Bien sûr, les Turcs et les Pakistanais l'ont très clairement indiqué, je pense : ils n'ont pas l'intention, et ne se sentent pas obligés, de s'engager dans une guerre en dehors du territoire de l'Arabie saoudite. Voilà donc ce qui se passe. Le blocus de Bab el-Mandeb accroît évidemment la pression sur les prix du pétrole, en raison des restrictions imposées aux exportations saoudiennes. Le pipeline Est-Ouest, qui avait été endommagé par des milices irakiennes agissant probablement de concert, au moins avec Ansar Allah, et peut-être aussi avec l'Iran, a été réparé. Apparemment, il a recommencé à acheminer du pétrole vers Yanbu.

Mais on ne peut pas l'exporter en toute sécurité par le détroit de Bab el-Mandeb. Il faut passer par le canal de Suez, ce qui implique des navires plus petits. Et, effectivement, vous savez, le prix du transport maritime a énormément augmenté. Un superpétrolier coûte désormais un million quatre cent mille dollars par jour. C'est parce qu'il y a tellement de... non, c'est simplement parce qu'il y a tellement de... C'est le coût de l'affrètement. Il comprend, bien sûr, la question de l'assurance. Mais l'essentiel, c'est qu'il y a tellement de pétroliers bloqués dans le golfe Persique. Certains en sortent maintenant, comme vous l'avez mentionné, et je soupçonne qu'ils y parviennent avec l'aide de la marine américaine. Mais je soupçonne aussi qu'ils paient les Iraniens pour pouvoir sortir avec succès du détroit d'Ormuz. On ne sait pas très bien ce qui se passe.

Les affirmations de l'administration Trump selon lesquelles tout est revenu à la normale sont totalement absurdes. Et tout le monde peut le constater, notamment à la pompe, avec le prix du pétrole et du gaz, du diesel, et surtout du carburant pour avions. C'est donc une situation

dangereuse. Elle continue de s'aggraver. Ansar Allah attaque des aéroports saoudiens et avertit le secteur aérien que l'espace aérien du royaume n'est pas sûr. Les Saoudiens mènent une offensive. Ils auraient repris Mocha, le port d'où les Hollandais ont commencé à exporter du café. C'est d'ailleurs pour cela qu'en anglais, le café est parfois appelé « mocha ». Quoi qu'il en soit, c'est une situation en dents de scie. En réalité, ils ne savent pas vraiment ce qui se passe. Sur la question de l'Iran, je dirais que les choses sont beaucoup plus claires. C'est une impasse totale. L'administration Trump affirme que des discussions se déroulent en coulisses. J'en doute.

En tout état de cause, il n'y a jamais eu de discussions directes. Il y a eu des pourparlers négociés par le Qatar et le Pakistan, et même ceux-là ont échoué. Donald Trump dit qu'il a l'intention de bombarder l'Iran après les élections de mi-mandat. On ne voit pas très bien ce que les élections de mi-mandat ont à voir avec l'Iran. Elles semblent avoir quelque chose à voir avec Donald Trump. Mais il ne les bombardera pas avant ces élections. À ce stade, toutefois, sa crédibilité est tellement entamée que sa déclaration selon laquelle il ne les bombardera pas est interprétée par certains comme voulant dire qu'il va les bombarder. Et nous n'en savons rien. Il n'y a pas de solution militaire à cela. Et la réponse de Scott Bessent, le secrétaire au Trésor, probablement le pire secrétaire au Trésor de toute notre histoire — ce qui en dit long —, c'est de mener contre l'Iran une guerre d'usure économique, en essayant d'exercer une pression maximale sur l'Iran par le biais de sanctions.

C'est, bien sûr, la stratégie qui avait déjà été appliquée à la Corée du Nord, et qui a abouti à une arme nucléaire capable de frapper les États-Unis. Donc, avec les menaces d'anéantir l'Iran, prononcées par Donald Trump devant l'Assemblée générale des Nations unies, rien que ça, et avec Scott Bessent qui affirme qu'il va faire tomber le régime par les sanctions, réduire l'Iran à la misère, et ainsi de suite... ce que nous faisons, c'est inciter l'Iran à développer les missiles nucléaires capables de frapper les États-Unis, qu'il ne possède pas aujourd'hui. Et je pense qu'à cet égard, il est important que les Gardiens de la révolution islamique, les Pasdaran, aient déclaré qu'ils prévoyaient de travailler à l'extension de la portée des missiles iraniens. Jusqu'à présent, leur portée était d'environ mille kilomètres. C'était suffisant pour tenir à distance les groupes aéronavals américains et, bien sûr, pour frapper Israël.

#Chas Freeman

Nous savons maintenant que les dégâts causés à l'appareil militaire américain, notamment aux avions et aux missiles, ont été bien plus importants que ce que le Pentagone a reconnu. Il existe un rapport du Service de recherche du Congrès, ainsi que des rapports de l'inspecteur général, qui indiquent que le nombre d'avions détruits était au moins deux fois supérieur à ce qui est admis. Nous avons entendu une déclaration du ministre iranien des Affaires étrangères, Araghchi, qui a une réputation admirable de sincérité. Il affirme que le rapport du Congrès sous-estime le nombre réel, et que celui-ci est en fait nettement plus élevé. Donc, beaucoup de dégâts ont été causés. Et au milieu de tout cela, certaines évolutions de long terme sont en cours. Jusqu'ici, j'ai surtout parlé des choses à court terme.

Les conséquences à long terme, d'abord, c'est que les bases américaines dans le golfe Persique sont, pour l'essentiel, évacuées et ne fonctionnent plus. Nous avons été repoussés vers la Jordanie. La Jordanie a été frappée à plusieurs reprises par les Iraniens. Une partie des dégâts qui n'ont pas été signalés concerne apparemment la base aérienne Muwaffaq Salti, en Jordanie. Les États-Unis battent donc en retraite. Nous sommes aussi en retrait de la base de la Royal Air Force de Fairford, en Angleterre, d'où nous avons dû retirer les bombardiers B-1. Cela représente environ un quart de notre flotte de bombardiers B-1. Ces appareils ne sont plus fabriqués, et ils coûtent environ trois cents millions de dollars pièce. Ils sont donc extrêmement précieux. Il y en avait douze à Fairford. Ils ont désormais été retirés vers le Dakota du Nord, je crois. Et donc, plus généralement, sur le plan militaire, nous sommes en train de nous retirer de cette guerre. L'épuisement des armes, la

#Chas Freeman

L'épuisement de la profondeur des stocks, comme on l'appelle — c'est-à-dire des réserves d'armes des forces armées américaines — a été extrême. Cela soulève de vraies questions sur les menaces de Donald Trump de reprendre des bombardements massifs contre l'Iran. Chaque fois que nous bombardons l'Iran, nous devrions recevoir une lettre de remerciement de l'Iran, de Vladimir Poutine et de Xi Jinping, parce que nous affaiblissons notre capacité à faire face militairement à l'un ou l'autre. Sur le plan économique, je pense qu'il est très clair que le peuple iranien s'est habitué aux souffrances économiques. Il peut en supporter bien davantage que le peuple américain ou les Européens. Il est donc très peu probable que cette guerre d'usure économique réussisse à plier l'Iran à notre volonté. Et bien sûr, il n'y a pas de diplomatie, parce que le soi-disant mémorandum d'entente, négocié au début de l'été, a été essentiellement répudié par les États-Unis dès qu'il a été signé à Versailles, en présence de Macron, par Donald Trump — mais sans être respecté.

Et les Iraniens sont très clairs. Le président Pezeshkian, le ministre des Affaires étrangères Araghchi, d'autres responsables, ainsi que le président du Parlement iranien, Ghalibaf, ont tous clairement indiqué qu'ils considèrent que les États-Unis n'ont absolument aucune crédibilité et ne sont pas un interlocuteur digne de ce nom. Il n'y a donc pas de diplomatie. Et l'Iran affirme pouvoir soutenir un état de guerre avec les États-Unis pendant trois à quatre ans. Si c'est le cas, les dégâts pour l'économie mondiale seront bien plus importants que ceux subis jusqu'à présent. Jusqu'ici, ils ont été atténués, de manière générale, par la mise sur le marché des réserves stratégiques de pétrole, ainsi que par la capacité de la Chine à s'appuyer sur des sources d'énergie renouvelable et à demander à ses raffineries de réduire leur consommation.

La Chine s'était préparée à une crise énergétique comme aucun autre pays ne l'avait fait. Mais les Chinois arrivent au bout de leur capacité à faire de nouvelles réductions. Je pense donc que l'avenir est très incertain. La seule chose qui soit certaine — et ce sera la conclusion de mes remarques, qui ont été beaucoup trop longues, je suppose, mais la situation est aujourd'hui très complexe —, c'est que l'inflation frappe désormais l'économie mondiale. Les électeurs américains la ressentent très fortement. La guerre contre l'Iran est extrêmement impopulaire. Les électeurs républicains, qui s'étaient mobilisés en grand nombre lors des précédentes élections pour soutenir Donald Trump et

leur parti — ou plutôt, devrais-je dire, le parti sur lequel il a instauré une dictature —, se sont transformés en une sorte de culte.

Les électeurs républicains sont très peu motivés à aller voter. Beaucoup se plaignent d'avoir voté pour Donald Trump, qui leur avait promis toutes sortes de choses. Or, il a fait exactement l'inverse. Il avait promis la paix. Il a apporté la guerre. Il avait promis de maîtriser l'inflation. Il l'a provoquée. Il avait promis la réindustrialisation des États-Unis. Il n'y est pas parvenu. Ses droits de douane, ses guerres, ont eu des conséquences terribles pour les gens ordinaires, dont beaucoup ont du mal à survivre financièrement. Sa réforme fiscale a enrichi la ploutocratie, le un pour cent, aux dépens de tous les autres. Et le pays est traversé par un sentiment général de désespoir. Les démocrates, eux, sont très déterminés à voter contre Trump. Il a dit que c'était un référendum sur lui, puis il a dit que non, ce n'était pas un référendum sur lui, et qu'il se moquait de savoir ce que c'était. Comme d'habitude, il essaie de ménager les deux camps sur toutes les questions.

Et donc, nous ne sommes plus qu'à quelques semaines du trois novembre, la date de l'élection. Nous avons des élections israéliennes le vingt-sept octobre, qui ne s'annoncent pas du tout déterminantes, puisque tous les candidats sont engagés en faveur du génocide, du nettoyage ethnique et de l'agression contre les voisins d'Israël. Et quelles que soient les questions qu'ils abordent, elles le sont dans ce contexte. Deux quarts des électeurs israéliens sont favorables au génocide, et, apparemment, en vanter les mérites est une bonne stratégie politique. Des membres de la Knesset disent qu'il est moralement justifié de tuer des bébés palestiniens, parce qu'ils deviendront des terroristes en grandissant. Vous savez, par la férocité de cette rhétorique, cela fait vraiment honte aux nazis. C'est donc une situation terrible, et vous regrettez probablement beaucoup de m'avoir invité à en parler.

#Pascal

Non, je ne le suis pas. Et vous savez, dans mon émission, vous pouvez parler aussi longtemps que vous le voulez. J'apprécie vraiment ce type d'analyse, parce que le monde n'est pas un endroit très agréable en ce moment. Mais je me posais deux questions. Ces deux dernières semaines, j'ai eu l'occasion de parler avec quelques collègues chinois, ainsi qu'avec des personnes qui passent aussi beaucoup de temps en Chine. Et l'une d'elles m'a dit que tous les chauffeurs de taxi à Pékin interprètent la guerre des États-Unis contre l'Iran comme une action dirigée contre la Chine. En réalité, pour faire monter les prix du pétrole, et ainsi de suite. Et un autre interlocuteur, Zhang Weiwei, a également dit : « Écoutez, nous sommes plus ou moins sûrs que cela nous concerne. Mais les États-Unis sont en train de complètement saboter leur propre approche. Et, en fait, cela donne davantage de temps à la Chine, plutôt que l'inverse. Parce que la Chine n'est pas aussi dépendante ni aussi vulnérable aux marchés mondiaux de l'énergie que les États-Unis ne le pensaient. »

C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles la Chine a voulu montrer qu'elle pouvait réduire ses importations tout en continuant à bien s'en sortir. Qu'en pensez-vous ? C'était la première question. Et la deuxième : puisque vous avez été ambassadeur en Arabie saoudite, à quel point le

gouvernement saoudien est-il réellement indépendant lorsqu'il s'agit de questions de guerre et de paix ? J'ai parlé à un collègue syrien qui m'a dit, en substance : « Dire que l'Arabie saoudite, à elle seule, a attaqué cet avion qui revenait d'Iran, c'est absurde. C'est une guerre contre le Yémen provoquée et ordonnée par les États-Unis. » Qu'en pensez-vous ?

#Chas Freeman

Eh bien, je pense que, dans les deux cas, ce sont des visions exagérées. Je pense que les Chinois sont, à bien des égards, tout aussi paranoïaques que les Américains aujourd'hui quant aux manœuvres des États-Unis. Oui, aux États-Unis, certaines personnes croient, assez naïvement, que l'attaque contre l'Iran avait quelque chose à voir avec la volonté de réduire l'influence de la Chine en Asie occidentale, ou plus généralement. Si c'était le cas, elles se trompaient fondamentalement. Car l'un des grands gagnants de cette guerre a vraiment été la Chine. Elle a développé un immense nouveau marché pour ses technologies d'énergies renouvelables et ses véhicules électriques. Les ventes de ces deux secteurs explosent, au point que l'industrie automobile allemande est désormais sérieusement menacée.

C'est un peu étrange de voir Porsche augmenter le prix de ses voitures alors qu'ils sont concurrencés par des véhicules électriques chinois plus performants. Je veux dire, je ne pense pas qu'augmenter les prix soit une très bonne technique de marketing auprès des clients allemands. Mais peut-être que je me trompe sur les Allemands à ce sujet. La dernière fois que j'étais en Allemagne, j'ai eu l'impression qu'ils étaient fanatiquement économes et très prudents avec leur argent. Enfin bref, je pense donc que, s'il y avait effectivement aux États-Unis des gens qui étaient d'accord avec vos interlocuteurs chinois, et qui estimaient que tout cela visait d'une manière ou d'une autre la Chine, avec l'intention de faire augmenter les prix de l'énergie en Chine.

Comme vous l'avez dit, les chauffeurs de taxi l'affirment. J'aime toujours discuter avec eux, mais je ne les considère pas comme des analystes politiques fiables. Donc, je pense que la question est réglée. Quant à l'indépendance de l'Arabie saoudite, elle est aujourd'hui bien plus indépendante qu'elle ne l'a jamais été. Elle a une capacité d'action. Nous avons déjà parlé des changements dans l'ordre mondial. Ils ont pour effet de renforcer la capacité d'action, l'autonomie, l'indépendance et la marge de manœuvre des puissances moyennes, comme l'Arabie saoudite. Et je pense que cela se reflète le plus clairement dans l'entente que j'ai mentionnée entre le Pakistan, la Turquie et l'Arabie saoudite. Ce n'est pas rien, comme disent les Français.

C'est donc une affaire sérieuse qui réunit l'arsenal nucléaire pakistanais, la position privilégiée du Pakistan en matière de technologie militaire chinoise, et l'abondance de main-d'œuvre pakistanaise, avec une Arabie saoudite habituellement riche en capitaux. Pour le moment, l'Arabie saoudite n'est plus riche en capitaux, car elle souffre de la perte de revenus pétroliers. Or, le pétrole et le gaz représentent environ cinquante-six pour cent de l'économie saoudienne. Ce n'est donc pas une

mince affaire de perdre ces revenus. Et cela inclut aussi la Turquie, qui possède l'une des forces armées les plus redoutables au monde et qui est également avancée sur le plan industriel. Alors, qu'est-ce que c'est ? Ce n'est pas une organisation de sécurité collective. Elle n'a pas d'ennemi désigné.

Il n'a pas de commandement commun unifié. Il a un secrétaire général, mais on ne sait pas très bien ce que celui-ci, un Pakistanais, va faire. C'est encore à ses débuts, plutôt que pleinement établi. Il s'agit donc de sécurité coopérative. En clair, c'est un substitut à la capacité perdue des États-Unis de gérer les affaires en Asie occidentale, et plus particulièrement dans le golfe Persique. C'est ainsi que le perçoivent ses participants. Ceux qui cherchent à le rejoindre, notamment le Qatar, mais aussi l'Égypte, qui s'en rapproche, et d'autres encore, le voient de la même manière. C'est un contrepoids au projet du Grand Israël, donc une force d'équilibre, une force d'opposition à l'agression israélienne. C'est aussi un contrepoids à l'Iran. Mais l'Iran l'a accueilli favorablement, parce que cela signifie bien le retrait de l'influence américaine de la région.

Et l'Iran pourrait effectivement... L'Iran aura une forme ou une autre de relation avec ce groupe. Soit une simple relation consultative, du type de celle que l'Égypte a eue avec ces mêmes trois pays — le Pakistan, l'Arabie saoudite et la Turquie — sur des questions comme la Palestine et la guerre contre l'Iran. Soit une véritable adhésion. À ce stade, ce n'est pas clair. Mais ce qui est clair, c'est que cela marque l'effacement de la présence et de l'influence militaires américaines dans le golfe Persique, et plus généralement en Asie occidentale. Et je conclurai simplement en disant que, vous savez, les pays du golfe Persique... L'Iran a ouvert la voie en se libérant de la tutelle occidentale il y a quarante-sept ans, lors de la Révolution islamique.

Les autres suivent désormais l'Iran en prenant leurs distances avec la domination occidentale. Aucun d'entre eux ne veut d'un protecteur étranger pour le guider, ni occidental, ni chinois, ni indien, ni russe. Ils cherchent à acquérir une autonomie stratégique, et ils ont de bonnes chances d'y parvenir, à mon avis. Cela s'inscrit dans une tendance générale, et Israël n'y échappe pas. Israël aussi est désillusionné par ses protecteurs étrangers, en particulier les États-Unis, où son influence recule constamment. En ce moment, aux États-Unis, il y a un immense effort de hasbara, c'est-à-dire de propagande visant à disculper Israël. Cet effort est très largement financé par les Israéliens, afin de ralentir ou d'inverser la dégradation de l'image d'Israël. Mais les chiffres sont très révélateurs.

Très peu de gens, aujourd'hui, au sein du Parti démocrate, ont une image positive d'Israël. Même les républicains, pourtant minoritaires aujourd'hui, sont favorables à Israël. Et les indépendants se rapprochent davantage des démocrates que des républicains sur cette question. On parle donc de l'érosion du soutien extérieur à Israël, dans un contexte où la plupart des Israéliens reconnaissent — et Benjamin Netanyahu, certainement — que la survie d'Israël dépend d'un soutien étranger, et plus précisément américain. Il a avancé plusieurs propositions pour faire d'Israël une sorte de Sparte indépendante. Mais elles manquent de crédibilité et sont largement considérées comme irréalisables. Israël est donc en train de perdre gros, à cause de son propre succès à convaincre Donald Trump de se joindre à lui pour attaquer l'Iran.

L'immigration atteint un niveau historique. Nous avons vu un éditorial dans Haaretz, un grand journal israélien, appeler les Israéliens qui ont émigré à rentrer pour voter et sauver la démocratie israélienne. Autrement dit, sauver la démocratie des Juifs israéliens. Une démocratie qui, comme celle des Afrikaners et des colons anglais en Afrique du Sud, était une vraie démocratie, mais excluait la majorité. Dans le cas d'Israël, la population palestinienne, qui est son égale. Nous avons donc vu les ultra-orthodoxes condamner l'État d'Israël pour ses erreurs, dans des termes très francs. Ce n'est pas inhabituel. J'ai des amis juifs orthodoxes aux États-Unis qui partagent la même opinion. Mais dans le contexte d'une campagne électorale, et compte tenu de toute la pression qui pèse sur Israël, cela a évidemment suscité une réaction féroce de la droite fasciste israélienne.

Nous avons aussi, au même moment, alors que les options d'Israël se réduisent et que son soutien stratégique s'effrite, cette réalité perverse : Israël redouble de discours génocidaires. Comme je l'ai dit, il présente le fait de tuer des bébés à Gaza comme une chose morale. Il redouble d'efforts dans le génocide qui s'y déroule. Israël est censé se retirer de Gaza, en échange de quoi le Hamas accepterait de se désarmer. Au lieu de cela, Israël a désormais saisi soixante-dix pour cent de Gaza et l'occupe militairement. Et il tue des gens chaque jour. Il viole aussi le soi-disant cessez-le-feu au Liban. Il annexe des terres en Syrie. Il est plus belliqueux, plus génocidaire, plus meurtrier et plus ambitieux que jamais, malgré le fait que, selon moi, un réaliste jugerait que son avenir est de plus en plus incertain.

Et je pense que c'est là la principale perte subie par les Israéliens dans tout cela : la perte de l'espoir, la perte de confiance dans la capacité de leur pays à survivre. La prise de conscience qu'il pourrait, à l'instar des deux royaumes croisés des onzième et douzième siècles, disparaître si le soutien étranger venait à lui faire défaut, ou si le monde au-delà de ses frontières se désintéressait de sa survie. Donc, je pense que cette guerre a été très mauvaise pour les États-Unis, pour l'Iran, mais surtout pour Israël. Et elle a fait progresser les intérêts chinois de manière importante, malgré la critique du chauffeur de taxi. Et elle est en train de changer le monde. L'entente tripartite à laquelle je faisais référence, le remplacement de la gestion américaine de la situation géopolitique dans le golfe Persique et en Asie occidentale par une force organisée par des États de la région, est vraiment très intéressant.

Je vois un précédent dans le passé, avec l'émergence de l'ASEAN comme instance de gestion des affaires de l'Asie du Sud-Est, indépendamment de la défaite des États-Unis dans la guerre du Vietnam ou dans les guerres d'Indochine des années soixante et soixante-dix. Je pense donc que nous assistons — vous et moi en avons déjà parlé — à l'émergence d'un ordre mondial dans lequel les pays de taille moyenne, les petits pays et les plus grands se concentrent tous sur leurs propres intérêts, sans se plier aux diktats des grandes puissances. On pourrait, d'une certaine manière, y ajouter l'Ukraine. Et la seule exception, je regrette de le dire, c'est votre propre pays, la Suisse, qui a stupidement choisi, par référendum, de s'aligner sur l'OTAN pour les sanctions contre la Russie. Vous pourrez m'expliquer cela. Je ne le comprends pas.

#Pascal

J'ai participé à ce référendum, ou plutôt à sa préparation, pendant les trois dernières années et demie. Et j'étais, bien sûr, un fervent défenseur de cette idée. J'ai fait des discours à Berne, devant des gens. Et nous nous sommes convaincus que cela pouvait marcher. Et nous avons perdu, trente contre soixante-dix. Nous avons perdu trente contre soixante-dix parce que l'autre camp a réussi à recadrer toute la question de manière convaincante. En réalité, il s'agissait d'inscrire dans notre Constitution une définition plus stricte de la neutralité suisse, y compris sur les questions de neutralité et de sanctions. Mais l'autre camp a réussi à présenter cela comme un référendum pour ou contre Vladimir Poutine.

Ils l'ont réduit à lui, et avec succès. Donc, ce qu'on a, c'est la preuve irréfutable que soixante-dix pour cent des gens en Suisse sont favorables à la poursuite de la politique actuelle, qui consiste à imposer des sanctions à la Russie. Cela ne précise même pas si les sanctions contre l'Iran, les États-Unis ou qui que ce soit d'autre sont comprises là-dedans, mais c'est soixante-dix pour cent en faveur de ça. Et c'est évidemment ce que la Russie dit aujourd'hui ne pas être un acte neutre. Vladimir Poutine l'a d'ailleurs dit à Valdai : ils interprètent cela comme, vous savez, un acte qui n'est pas neutre. Et les Suisses continuent de dire : « Oh, mais nous sommes neutres sur le plan militaire. » Mais, évidemment, les Russes s'en moquent complètement.

#Chas Freeman

Eh bien, vous savez, je suppose que c'est une conséquence directe du fait que la Suisse fait partie de l'univers médiatique allemand, français et peut-être italien, ainsi que de la féroce guerre de l'information qui a accompagné ce terrible abus de l'Ukraine et des Ukrainiens, au nom d'une sorte de charge quichottesque contre un moulin à vent russe, pris pour un géant. Cela, vous savez, a renforcé la russophobie à un point que je trouve tout à fait incroyable. Vous savez, notre ami Ian Trowd, à son retour de Valdai, dont vous avez parlé, a été interpellé et retenu à l'aéroport d'Heathrow. Son ordinateur portable, son téléphone, et ainsi de suite, ont été confisqués. J' imagine qu'il les a récupérés maintenant.

Mais c'est remarquable. Pour un pays comme le Royaume-Uni, qui a une longue et fière tradition de défense de la liberté d'expression, qui a vu naître John Stuart Mill, basculer dans le totalitarisme, c'est tout à fait extraordinaire. Et cela illustre ce dont nous avons déjà parlé : historiquement, les Britanniques ont intérêt à attiser la russophobie, parce qu'ils ne voulaient pas que la Russie fasse contrepoids à leur capacité de diviser et de manipuler la politique européenne. Ils voulaient exclure les Russes des cercles respectables et les ont donc dénigrés, en les présentant comme une sorte de horde asiatique dépourvue de conscience. Quiconque a passé un peu de temps en Russie... Moi, je ne suis jamais allé en Union soviétique.

Je suis heureux d'avoir échappé à cette période de l'histoire russe. Mais quiconque passe du temps en Russie constatera qu'il y existe un niveau culturel très élevé, ainsi qu'une très forte orientation occidentale, même si les Russes affirment constituer une civilisation distincte. Et là, je dirai

simplement que je suis consterné de voir Marco Rubio devant l'Acropole, à Athènes, prononcer un discours prétendant que toutes les barbaries que les États-Unis commettent aujourd'hui seraient, d'une manière ou d'une autre, une défense de la civilisation occidentale. Si la civilisation occidentale se résume au génocide à Gaza et au refus de parler à ses adversaires, alors je ne veux rien avoir à faire avec elle. Et tout cela m'a rappelé la célèbre remarque de Mahatma Gandhi lorsqu'il est arrivé à Londres. On lui a demandé ce qu'il pensait de la civilisation occidentale. Il a répondu : « Je pense que ce serait une bonne idée. » Très bonne réponse.

#Pascal

Puis-je vous interroger sur ce sujet récurrent, ou peut-être sur le nom même de ma chaîne ? Cette question de la neutralité, que j'étudie aussi. Mais la triste conclusion à laquelle je suis arrivé, c'est que le principal obstacle — et même l'ennemi — de solutions neutres aux affaires mondiales, aujourd'hui, c'est bien sûr l'alliance militaire occidentale de l'OTAN. Elle cherche constamment à utiliser des États de première ligne comme des armes contre d'autres, au lieu d'essayer de bâtir des structures de sécurité autour d'espaces de sécurité partagés, ou quelque chose de ce genre. Mais nous nous rapprochons maintenant d'un moment où, comme vous l'avez dit, les États-Unis sont en retrait. La capacité de production des États-Unis et de l'OTAN pour ces instruments de guerre diminue.

À un moment donné, ils finiront peut-être par comprendre que ce n'est plus un jeu auquel ils peuvent jouer. Et que les États-Unis et l'OTAN pourraient devenir plus réceptifs à l'idée suivante : d'accord, si nous ne pouvons pas la dominer, assurons-nous au moins que les Russes ne puissent pas la dominer non plus. Et créons une structure avec des États tampons. Et, vous savez, Vladimir Poutine, au forum de Valdai, l'a dit lui-même. Loukianov lui a demandé : « La neutralité de l'Ukraine reste-t-elle l'un de nos objectifs ? » Et sa réponse a été : « Oui. » Donc, le fait que le reste de l'Ukraine, ce qu'il en restera, devienne inévitablement un État tampon... pensez-vous qu'à un moment donné, l'Occident se dira peut-être que c'est la moins mauvaise des options ?

#Chas Freeman

Eh bien, gardez courage, Pascal. Je pense que le jour viendra où la neutralité sera reconnue, sur la scène internationale, comme un antidote utile aux conflits.

#Pascal

Permettez-moi de faire quelques remarques.

#Chas Freeman

D'abord, le non-alignement est mort, parce qu'il n'y a plus rien contre quoi s'aligner. Il n'y a plus d'ordre bipolaire auquel échapper. Il existe désormais ce qu'on appelle souvent un ordre multipolaire. Moi, je préfère dire « multinodal », parce qu'à mes yeux, un pôle, c'est le bout de la ligne. Et je

pense que nous avons affaire à une réalité bien plus complexe qu'un simple enchevêtrement de relations bilatérales entre pays. Comme je l'ai soutenu, les pays sont désormais capables de manœuvrer. Nous sommes dans une période de diplomatie de manœuvre. Et dans ce contexte, la neutralité a beaucoup de sens. Vous savez, pendant la guerre froide, nous sommes entrés dans un mélange de confrontation stratégique et idéologique. Avec le temps, nous en sommes venus à croire que les convictions idéologiques étaient stratégiques, et que la stratégie était inséparable de l'idéologie.

Mais, vous savez, ayant participé à l'ouverture vers la Chine, je pense que l'élément le plus important du communiqué sur la Chine était l'affirmation selon laquelle les États-Unis et la Chine ont des systèmes socio-économiques et des idéologies différents. Néanmoins, nous pouvons coopérer sur les sujets où nous avons des intérêts communs. Et je pense que nous entrons dans une période où les nations se comportent comme des nœuds, c'est-à-dire des nœuds en trois ou quatre dimensions, des entités ayant entre elles des degrés de connexion variables au sein d'un réseau. Ce n'est pas un ensemble de pôles. C'est un réseau. Et les nœuds sont les points de connexion du réseau, ainsi que la source de son dynamisme. Quoi qu'il en soit, dans ce contexte, je pense que la sécurité coopérative devient tout à fait possible.

Et ici, pour revenir à votre propre continent, l'Europe, je pense que l'OTAN, en tant qu'organisation de sécurité collective, a échoué. Elle a commis des actes très abusifs envers les Ukrainiens et l'Ukraine. Elle compte des soutiens fervents, fanatiques, dans les pays baltes. Les Polonais, en particulier, sont parfois un peu excessifs dans leur volonté de confrontation avec la Russie. Mais je pense que l'échec de la sécurité collective pourrait mener à la réapparition d'une possibilité de sécurité coopérative. Nous avons mis en place quelque chose de ce genre à la fin de la guerre froide, avec le Partenariat pour la paix. Les Russes le jugeaient acceptable et l'appréciaient. Il y avait notamment un Conseil Russie-OTAN, qui donnait à la Russie un rôle dans la gestion des affaires européennes.

Cela a été brutalement rejeté par l'Occident. Je pense que la Russie voulait faire partie de l'Occident. C'est en tout cas ce que voulait Vladimir Poutine, je crois, et elle a essuyé un refus. Elle se retrouve donc dans la même situation que la Turquie, qui a elle aussi passé trois cents ans à essayer de s'eupéaniser, pour finalement être rejetée. Dans son cas, c'est essentiellement à cause d'une hostilité, d'une islamophobie, en somme. Il y a d'autres facteurs, mais c'est le principal. Nous avons donc une Europe qui, au lieu d'être entière et libre, est divisée et soumise à des blocs. Nous avons une invasion russe de l'Ukraine qui progresse lentement. L'Ukraine a fait preuve d'une résilience et d'une capacité d'innovation remarquables.

Et malheureusement pour les Ukrainiens, ils sont les cousins des Russes, qui se sont montrés tout aussi innovants et résilients. Nous voyons donc se dessiner une ukraine — une Ukraine qui risque fort de devenir un sujet d'inquiétude pour nous tous. Car elle pourrait très bien ne plus avoir de côte sur la mer Noire. Elle pourrait ne plus avoir de lien avec l'Europe. Elle ne remplit aucun des critères pour entrer dans l'Union européenne. Le niveau de corruption est trop élevé. L'absence de démocratie et

de libertés civiles est trop importante. Les subventions qu'elle exigerait du reste de l'Europe seraient trop considérables. Les agriculteurs français, et d'autres qui tiennent à protéger leur agriculture, ne permettront pas que les meilleures terres agricoles d'Europe fassent partie de l'Union européenne. Et nous pourrions donc nous retrouver avec une Ukraine qui est...

#Chas Freeman

Un État en faillite, dirigé par un ultra-nationaliste revanchard de l'Ouest de l'Ukraine. À moins que, comme cela s'est déjà produit dans l'histoire européenne, d'autres ne se contentent de se partager l'Ukraine. Ce n'est pas inconcevable. Quoi qu'il en soit, il est très clair que cette expérience, qui fait coïncider stratégie, idéologie et structures de sécurité collective, loin d'avoir apporté la paix, a semé le trouble dans le monde. Je ne m'attends pas non plus à ce que la tentative américaine d'établir une domination hégémonique dans l'hémisphère occidental réussisse. Je suis les élections brésiliennes avec beaucoup d'intérêt. Je pense qu'elles sont très importantes. Elles ne se jouent pas sur des questions internationales. Même si le jeune Bolsonaro, l'adversaire de Lula, est engagé, dit-il, dans à peu près le même type de relation servile avec Donald Trump et les États-Unis que celle poursuivie par Milei en Argentine.

Alors que Lula ne l'est pas. Mais tout se joue sur des questions intérieures. Je pense que les élections de mi-mandat aux États-Unis se joueront elles aussi sur des questions intérieures, plutôt que sur la politique étrangère. Même si les enjeux de politique étrangère ont des conséquences nationales, et qu'elles sont très douloureuses pour les gens. Je pense donc que nous voyons émerger un monde très différent, dans lequel les puissances moyennes, en particulier, disposent d'une grande liberté de manœuvre. On le voit avec l'entente turco-pakistano-saoudienne. On le voit avec l'ASEAN, qui inclut l'Indonésie, une future superpuissance. Et je pense que, vous savez, l'Occident représente environ douze pour cent de la population mondiale. Cela veut dire que quatre-vingt-huit... pardon, soixante-dix-huit... quatre-vingt-huit, pardon, quatre-vingt-huit pour cent de la population n'est pas occidentale. Et, vous savez...

#Chas Freeman

Encore une fois, l'une de mes objections au concept de multipolarité, c'est qu'il constitue essentiellement une répudiation de la bipolarité. On dit que la bipolarité ne fonctionne plus. C'est vrai. Le monde n'est pas divisé entre l'Est et l'Ouest. Peut-être est-il divisé entre le Nord et le Sud, ou entre les anciennes puissances impériales et leurs anciennes colonies, qui affirment désormais leur indépendance avec beaucoup d'assurance. Mais je pense que nous sommes dans une phase de transition. Nous commençons à voir certaines des conséquences qui en découlent. Et l'une d'elles, que je regrette d'une certaine manière — même si j'en accepte la nécessité —, c'est que le rôle d'organisations comme les Nations unies, à vocation universelle, se trouve réduit.

Et nous voyons désormais des organisations volontaires, à nombre limité de membres, qui se créent pour pallier les échecs de l'ONU à répondre à leurs attentes et à fournir les services attendus. Nous

avons la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, l'Organisation de coopération de Shanghai, les BRICS, le RCEP en Asie du Sud-Est, et ce partenariat transpacifique renforcé — enfin, quel que soit son nom — au nom interminable, dont le Japon a pris la direction. C'est donc un monde très différent de celui dans lequel vous et moi avons grandi. Enfin, vous êtes, je crois, assez âgé pour avoir grandi dans le monde précédent.

#Pascal

Oui, mais vous savez, ce n'est peut-être même pas une mauvaise chose. Je veux dire, avoir plusieurs toits, ça peut aussi permettre de bien dormir. Tout le monde n'a pas besoin d'être sous le même toit, tant qu'ils n'entrent pas en conflit les uns avec les autres. Et c'est justement une chose qu'on ne voit pas vraiment, n'est-ce pas ? On ne voit pas ces différentes structures se faire concurrence. Même l'Organisation de coopération de Shanghai et les BRICS ne sont pas en concurrence. Elles agissent à des niveaux différents. Donc... je suis d'accord. Ou plutôt, des structures, n'est-ce pas ?

#Chas Freeman

Et là encore, je pense que l'ASEAN est à l'avant-garde dans ce domaine. C'est un bloc économique très important. Il compte désormais onze membres, après l'intégration du Timor-Leste. Et il entretient un partenariat de dialogue avec la Chine, avec tout le monde. C'est aussi une zone de paix et de sécurité assez impressionnante. On peut dire qu'il n'a pas évolué vers une intégration du type Marché commun européen. Mais regardez le Marché commun européen : il est en train d'échouer. Alors, que va faire l'Europe ? Elle doit faire quelque chose.

#Chas Freeman

#Chas Freeman

On ne peut pas continuer comme ça. C'est bien moins que la somme de ses composantes. Et, vous savez, peut-être que la Suisse a désormais abandonné sa neutralité à certains égards et qu'elle a rejoint l'Union européenne, spirituellement, sinon officiellement. Mais qu'est-ce que l'Union européenne ? Vous savez, je vois des partis de droite en Europe — l'Alternative pour l'Allemagne, en Allemagne, mais aussi le Rassemblement national, en France — qui lancent un défi sérieux à l'identité européenne héritée, laquelle ne s'est jamais vraiment imposée.

#Pascal

Non, absolument pas. Et je ne pense pas que d'autres régions du monde devraient un jour chercher à imiter l'Union européenne. Le cadre de l'ASEAN est un bien meilleur modèle. Et, vous savez, il y a deux ans, l'ambassadeur d'Indonésie m'a dit — enfin, l'ambassadeur auprès de l'ASEAN — que, lorsqu'ils viennent au Japon négocier avec le Japon au nom de l'ASEAN, ils exigent qu'il y ait une chaise vide pour le Myanmar, parce que le Myanmar est actuellement suspendu.

#Chas Freeman

Bien sûr. Bien sûr, et c'est inclusif. Et c'est très efficace. Je me souviens qu'à Washington, il y avait toujours un représentant désigné de l'ASEAN. Cela voulait dire que l'un des dix pays qui en faisaient alors partie portait la voix du groupe dans les négociations. Et parfois, vous savez, un pays comme Singapour, qui est petit mais qui joue dans une catégorie au-dessus grâce à la qualité de sa réflexion et de son gouvernement... Si les Thaïlandais avaient un problème et que les Singapouriens représentaient l'ASEAN, ils demandaient aux Singapouriens d'aller défendre leur position. Et ils en tiraient un très grand bénéfice.

Et donc, c'est un modèle de coopération fondé sur le donnant-donnant, une association souple, dont l'intégration comme les relations avec les grandes puissances sont encadrées. Je pense que c'est très séduisant. Il existe une organisation similaire, ou du moins il en existait une, en Afrique australe : la SADC, le Conseil de développement de l'Afrique australe. Elle est, bien sûr, dominée par l'Afrique du Sud, la superpuissance de la région. Je vois aussi émerger en Afrique des choses intéressantes. Des sous-groupes, dont certains, probablement, se forment pour de mauvaises raisons, ou en réaction au néocolonialisme français en Afrique de l'Ouest. La Francophonie n'a jamais vraiment acquis sa pleine indépendance, à cause du franc CFA, qui liait toutes les finances à Paris.

Et maintenant, nous voyons aussi des regroupements dans le Sahel. Nous voyons le Nigeria devenir une véritable force sur le continent, capable, à certains égards, de faire contrepoids à l'Afrique du Sud. Nous voyons l'Éthiopie, même si elle est en pleine guerre civile au Tigré — une situation tragique —, émerger elle aussi comme un acteur important. Le Kenya, et d'autres encore. Au fait, j'ai toujours beaucoup apprécié le jugement de Julius Nyerere, le fondateur de la Tanzanie. En Tanzanie, il avait un État à parti unique. L'Occident l'accusait d'avoir un État à parti unique, et il répondait : « Eh bien, les États-Unis aussi ont un État à parti unique. C'était une extravagance typiquement américaine : ils l'ont divisé en deux. Ce n'est pas si formidable. »

#Pascal

Le parti unique. Oui. Ambassadeur Freeman, je pense, Chas, je pense que c'est le bon moment pour conclure, parce que nous avons fait le tour du monde, et je ne pourrais pas être plus d'accord. Je crois qu'on voit effectivement des signes encourageants d'accords régionaux, et des tentatives pour combler le vide. Même si le tableau d'ensemble reste sombre, surtout concernant la situation à Gaza, mais aussi pour toutes ces personnes qui doivent mourir dans ces États de première ligne, là où la guerre fait rage. Chas, quel est le meilleur endroit pour vous suivre ? Vers quoi aimeriez-vous orienter tout le monde ?

#Chas Freeman

Eh bien, vous savez, je voulais me retirer complètement de toute implication dans les affaires publiques, mais je n'y suis pas parvenu. Je donne quand même des conférences de temps en temps,

et je les publie sur un Substack. Il s'appelle « Chas Freeman ». J'y mets aussi beaucoup de documents qui portent sur des choses que j'ai faites il y a des années, et dont les prévisions se sont remarquablement bien vérifiées. Je vais donc continuer à faire cela. En ce moment, j'écris quelque chose pour une conférence à Qingdao, dans la province du Shandong, juste en face de chez vous, au Japon. J'essaie d'y intégrer certains des sujets dont nous avons parlé ce soir — ce soir pour moi, pendant votre journée, votre matinée — notamment l'Initiative des nouvelles routes de la soie et d'autres éléments, dans cette analyse. J'ai un peu de mal. Je peine à y parvenir, mais j'espère que cela vaudra la peine d'être lu, et ce sera publié sur le Substack.

#Pascal

Je suis sûr que ce sera une lecture passionnante, et je mettrai le lien vers votre Substack ainsi que vers vos autres publications dans la description ci-dessous. Ambassadeur Chas Freeman, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps aujourd'hui.

#Chas Freeman

Eh bien, merci, Pascal.